



Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe

DPI/WCDRR/3
16 mars 2015

Tables rondes ministérielles
matin & après-midi

CONFÉRENCE DE SENDAI: LES MINISTRES RÉFLÉCHISSENT AUX MOYENS D'OPTIMISER LES EFFORTS DE RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE À TOUS LES NIVEAUX, NOTAMMENT EN MILIEU URBAIN

SENDAI, JAPON, 16 mars -- Comment gérer les risques de catastrophe malgré les difficultés et comment réduire ces risques en milieu urbain? Ces deux questions ont orienté aujourd'hui les discussions des participants aux tables rondes ministérielles organisées dans le cadre de la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe, qui se tient à Sendai (Japon) du 14 au 18 mars.

Les gouvernements ont progressé dans la mise en œuvre le Cadre d'action de Hyogo, a constaté la Secrétaire nationale en charge de la gestion du risque de l'Équateur, Mme María del Pilar Cornejo, qui présidait la troisième table ronde ministérielle de ce matin. Il reste néanmoins des difficultés à résoudre dans la gestion des risques de catastrophe, pour les pays en développement comme pour les pays développés, ont reconnu les ministres et représentants de haut niveau d'une trentaine de délégations.

En présentant différents moyens de les surmonter, les participants ont tout d'abord jugé important de sensibiliser aux risques encourus et aux moyens de les réduire. Il faudrait développer une culture du risque, en menant des activités de sensibilisation, a recommandé le Vice-Ministre parlementaire chargé des affaires étrangères du Japon. Pays hôte de la Conférence, le Japon possède une solide expérience dans ce domaine.

La participation transversale de toutes les parties prenantes est un autre atout qu'il faut utiliser pour optimiser la gestion des risques, en évitant de tout centraliser au niveau du gouvernement. Favorable à une délégation de pouvoir au niveau local, le Vice-Ministre de l'intérieur du Ghana, M. James Agalga, a en effet dénoncé une surcentralisation de la gouvernance pour réduire les risques de catastrophe.

Outre les institutions nationales, tous les acteurs de la société doivent intervenir dans la recherche et la mise en œuvre des solutions: les autorités locales, les communautés, les familles et les groupes vulnérables de la population. Cela nécessite des ressources financières, des capacités humaines, des connaissances et des données.

Au niveau des villes, qui sont devenues des systèmes complexes et interdépendants, des priorités plus claires sont désormais nécessaires pour une planification urbaine locale. Les ministres qui participaient à la quatrième table ronde de la Conférence se sont, en particulier, attachés à réfléchir aux moyens et mécanismes à mettre en œuvre pour garantir une réduction des risques urbains et la résilience, et pour aligner des programmes urbains sur la réduction des risques de catastrophe, les objectifs de développement durable, la lutte contre les changements climatiques et les programmes humanitaires.

(à suivre)

Quels modèles faut-il ériger pour la coopération entre les autorités nationales et locales afin de réduire les risques de catastrophe? Comment forger une culture permettant de réduire ces risques en milieu urbain? Le suivi de ces risques peut-il contribuer à mieux identifier les politiques et les ressources nécessaires? Telles étaient les trois principales pistes de réflexion proposées par le Ministre de la gouvernance concertée et des affaires traditionnelles de l'Afrique du Sud, M. Pravin Jammadas Gordhan, qui présidait ce dialogue.

Table ronde ministérielle 3: Gérer les risques de catastrophe: surmonter les défis

Au cours des dernières années, les gouvernements ont progressé dans la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo, 120 pays ayant mené des réformes politiques dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe, et 88 ayant défini des cadres nationaux, a souligné la Secrétaire nationale en charge de la gestion du risque de l'Équateur, Mme María del Pilar Cornejo, qui présidait la troisième table ronde ministérielle. Elle a invité les participants à réfléchir notamment sur les mesures permettant d'évaluer les risques, ainsi que sur les politiques et stratégies nationales visant à faciliter la résilience par le biais des autorités et communautés locales.

Lançant le débat, le Vice-Ministre parlementaire chargé des affaires étrangères du Japon, M. Ryosei Akazawa, a voulu partager quatre leçons tirées de l'expérience de son pays en matière de catastrophe naturelle, notamment après le tremblement de terre de 2011. Malgré le fait que 20% des séismes d'une intensité supérieure à 8 sur l'échelle de Richter ont lieu au Japon, les citoyens de son pays ont vite oublié mais, a-t-il dit, il est important de leur rappeler ce qui est arrivé. Il a d'abord prôné la sensibilisation du public, essentielle pour le succès des mesures prises au niveau national. Il est important que l'ensemble du pays participe aux efforts, a-t-il recommandé en plaidant également en faveur de la participation de toutes les parties prenantes. Le Ministre a, en outre, souligné l'importance des investissements à faire pour limiter les conséquences d'une catastrophe.

Le Ministre du commerce, de l'industrie et de l'environnement de Nauru, M. Aaron Cook, appuyé en ce sens par des ministres d'autres pays insulaires en développement, très vulnérables aux catastrophes naturelles, principalement à cause de l'élévation du niveau de la mer, a insisté sur l'importance des investissements et les campagnes de sensibilisation pour mieux gérer les risques de catastrophe.

Madagascar, par exemple, pays qui est régulièrement victime de cyclones, des inondations ou de la sécheresse, dispose déjà de mécanismes et de structures aux niveaux local et national, a assuré le Ministre de l'intérieur et de la décentralisation, M. Mahafaly Solonandrasana Olivier. Le Gouvernement malgache a décidé également de revoir sa stratégie de gestion des risques de catastrophe et de renforcer la capacité institutionnelle, surtout dans le domaine de l'évaluation des risques. Le Ministre a aussi recommandé de développer des banques de données grâce à des atlas sur les risques.

Le Gouvernement de Maurice, pays voisin, a mis sur pied un centre de gestion et de réduction des risques de catastrophe, a indiqué son Ministre de l'environnement, du développement durable, des catastrophes et de la gestion des plages, M. Jayeshwur Raj Dayal. Il a aussi indiqué qu'un système d'alerte précoce en cas de cyclone ou de tempête sera créé en 2015, avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Les Philippines, pays qui avait été très affecté par le typhon Haiyan, ont axé leurs efforts sur l'atténuation des risques, a assuré la représentante. Elle a précisé que 70% du budget consacré à la réduction des risques de catastrophe finançaient les mesures de prévention et d'atténuation.

Le Luxembourg, par exemple, bien qu'il soit moins exposé aux catastrophes que les pays côtiers, doit toutefois gérer les risques en se dotant d'une meilleure gouvernance dans ce domaine, a reconnu le Ministre de l'intérieur, de la fonction publique et de la réforme de l'administration, M. Dan Kersch. C'est pourquoi son gouvernement a décidé de créer un groupe interministériel chargé de cette question, sous l'autorité du ministère de l'intérieur, auquel participera également la société civile.

(à suivre)

Pour une autre catégorie de pays à risque, les pays montagneux comme le Tadjikistan, qui sont exposés à des pluies torrentielles, des avalanches, des glissements de terrain et des coulées de boue, il est difficile de protéger la population, a expliqué le Président de la Commission nationale des situations d'urgence et de la défense civile, M. Khayridin Abdura. Ceci nécessite, a-t-il dit, la collecte et l'analyse de données. Le Tadjikistan dispose actuellement de 43 plans de réduction des risques de catastrophe pour les différentes régions du pays et développe un projet atlas des zones à risque.

En Indonésie, archipel habité par une population très diverse, il est difficile de gérer les risques de catastrophe, a fait remarquer le Ministre et Chef de l'Agence nationale de gestion des catastrophes de l'Indonésie, M. Syamsul Maarif. C'est pourquoi, ce sont les autorités des districts qui gèrent les risques de catastrophe, tandis que les provinces et le Gouvernement central appuient ces efforts, a-t-il précisé.

Favorable lui aussi à une délégation de pouvoir au niveau local, le Vice-Ministre de l'intérieur du Ghana, M. James Agalga, a dénoncé une surcentralisation de la gouvernance de réduction des risques de catastrophe, ainsi qu'un défaut d'engagement au niveau régional. La représentante de l'organisation *Duryog Nivaran*, Mme Priyanthi Fernando, a également plaidé en faveur du renforcement des mesures prises par les institutions locales en demandant aux États d'investir à ce niveau, car elles sont souvent sous-financées.

Le Ministre chargé du développement durable, des affaires coutumières et de la gestion des ressources naturelles de la Zone économique exclusive de la Nouvelle-Calédonie, M. Anthony Lecren, a expliqué que la responsabilité de la sécurité civile était passée, en janvier 2014, de la compétence de la France à celle de la Nouvelle-Calédonie. Elle s'est ainsi dotée d'un plan stratégique de développement pluriannuel pour que la sécurité civile puisse faire face aux risques majeurs. Le Ministre a saisi cette occasion pour présenter un premier bilan après le passage du cyclone Pam qui, selon lui, aurait fait plusieurs centaines de victimes en Nouvelle-Calédonie.

La discussion a aussi mis l'accent sur la nécessité de renforcer la formation et l'éducation pour assurer une meilleure gestion des risques de catastrophe. Le Ministre de l'environnement et de l'eau des Émirats arabes unis, M. Rashid Ahmed Bin-Fahad, a ainsi indiqué que son pays organisait des formations pour déterminer les meilleurs moyens de répondre à une crise.

De nombreuses délégations ont mis l'accent sur la gouvernance au niveau de la population civile, basée sur les communautés et le bénévolat. Pour accroître la résilience des communautés, nous travaillons en partenariat avec les entreprises et les bénévoles, a indiqué, pour sa part, le Ministre d'État pour le développement international du Royaume-Uni, M. Desmond Swayne. Enfin, le Directeur général du Département des politiques de développement au Ministère des affaires étrangères de la Finlande, M. Pekka Puustinen, a vanté les mérites des organismes volontaires, comme les pompiers, qui renforcent le travail des autorités publiques.

M. Luis Aguilera, Vice-Ministre de l'intérieur de l'Espagne, a prôné le volontariat de la protection civile mais précisé que ce secteur ne devrait pas être géré uniquement par les ONG mais aussi par les autorités locales. La protection civile est aussi un souci majeur pour l'Italie, a indiqué M. Franco Gabrielli, Chef du Département national de la protection civile, de même que pour la Hongrie, a renchéri M. György Bakondi, Directeur général de la Direction générale nationale pour la réduction des risques de catastrophe de ce pays dont les efforts portent notamment sur la protection contre les incendies, la protection civile et la sécurité industrielle.

Il faut renforcer les capacités institutionnelles des équipes de secours, a quant à lui recommandé M. Ukhnaa Khurelsukh, Vice-Premier Ministre de la Mongolie. Il a également insisté sur l'importance de la participation des femmes, des enfants et des groupes vulnérables aux efforts de prévention, de même que son collègue de l'Espagne qui a demandé d'accorder toute l'attention nécessaire aux personnes handicapées dans les situations d'urgence.

C'est la solidarité entre tous les acteurs -aux niveaux national, régional et international- qui doit prévaloir dans la gestion des risques de catastrophe, a résumé Mgr Joseph Chennoth, Ambassadeur du Saint-Siège au Japon. Le nonce apostolique a conseillé de concentrer les efforts sur la reconstruction à long terme, afin de ne pas perdre espoir, ainsi que sur la résilience et le rôle des familles. Il faut que les traditions religieuses et locales soient respectées, a-t-il souhaité, en précisant que, à son avis, le document de Sendai ne devrait pas seulement mentionner les cultures et traditions des peuples autochtones mais aussi les autres.

On ne dit jamais assez l'importance des connaissances traditionnelles, a pour sa part estimé le Ministre de la Nouvelle-Calédonie. M. Dikgang Phillip Makgalemele, Ministre adjoint aux affaires présidentielles et à l'administration publique du Botswana, a illustré l'atout que représentent les connaissances autochtones traditionnelles dans son pays qui dispose d'un système fort de gestion des sécheresses.

Enfin, au cours de la discussion de ce matin, les hauts représentants ont tenu à faire part de leurs avancées dans le domaine législatif en matière de réduction des risques de catastrophe. M. Timothy Manning, Administrateur adjoint de l'Agence fédérale de gestion des urgences de protection et de préparation nationale des États-Unis, a assuré que son pays mettait constamment à jour les lois et mesures prévues pour réagir à des catastrophes, ainsi que la cartographie des risques.

Mme Rhoda Peace Tumusiime, Commissaire au développement de l'économie rurale et l'agriculture de l'Union africaine, s'est réjouie de la volonté politique affirmée des pays africains en faveur de la réduction des risques de catastrophe, dont 38 se sont dotés de cadres nationaux. En même temps, a-t-elle souligné, ces pays manquent de ressources financières et de capacité humaine. Quant à l'État de Palestine, il espère adopter prochainement une loi sur la gestion des risques de catastrophe, a indiqué son représentant. Celui-ci a en même temps déploré les difficultés supplémentaires qui se posent à sa population du fait d'une « catastrophe non naturelle », celle qui résulte de l'occupation israélienne qui contrôle 60% des propriétés palestiniennes.

Les ministres et représentants des pays suivants se sont également exprimés: Éthiopie, Soudan, Timor-Leste, Turquie, Fidji, Ouganda. En outre, la Vice-Secrétaire générale de l'Organisation de coopération économique et de développement (OCDE), la Conseillère spéciale sur la planification du développement de l'après 2015, la Directrice exécutive par intérim de l'UNITAR, le représentant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ainsi que le Gouverneur adjoint du gouvernement d'Istanbul ont pris la parole.

(à suivre)

Table ronde ministérielle 4: « Réduire les risques de catastrophe en milieu urbain »

Les villes étant devenues des systèmes complexes et interdépendants, des priorités plus claires sont désormais nécessaires pour une planification urbaine locale. Les ministres et autres représentants qui participaient à la quatrième table ronde de la Conférence se sont en particulier attachés à réfléchir aux moyens et mécanismes à mettre en œuvre pour garantir une réduction des risques urbains et la résilience et pour aligner des programmes urbains sur la réduction des risques de catastrophe, les objectifs de développement durable, la lutte contre les changements climatiques et les programmes humanitaires.

Quels modèles faut-il ériger pour la coopération entre les autorités nationales et locales afin de réduire les risques de catastrophe? Comment forger une culture visant à les réduire en milieu urbain? Le suivi de ces risques peut-il contribuer à mieux identifier les politiques et les ressources nécessaires? Telles avaient été les trois principales pistes de réflexion proposées par le Ministre de la gouvernance concertée et des affaires traditionnelles de l'Afrique du Sud, M. Pravin Jamnadas Gordhan, qui présidait ce dialogue intitulé « Réduire les risques de catastrophe en milieu urbain ».

L'impact des phénomènes naturels est en augmentation dans les centres urbains, notamment les tempêtes, le stress thermique, les précipitations extrêmes, les inondations côtières et à l'intérieur des terres, la sécheresse, l'aridité et la rareté de l'eau. Les glissements de terrain urbains sont particulièrement dévastateurs et représentent une menace majeure pour les communautés dans de nombreuses villes.

En ouvrant le dialogue, M. Gordhan a souligné l'ampleur des défis de l'urbanisation des villes où vivront, d'ici à 2050, 6,3 milliards d'habitants, soit les deux tiers de la population mondiale. Cette hausse rapide aura lieu principalement dans les pays en développement, en particulier en Afrique et en Asie. Les politiques du bâtiment, qui ont été mal planifiées et gérées, ont augmenté les risques dans les zones exposées aux catastrophes naturelles. Ces risques sont exacerbés par les changements climatiques.

Cependant, avec 60% de l'environnement urbain à bâtir d'ici à 2030, les villes représentent une occasion unique d'éviter les erreurs du passé et d'intégrer la résilience dans les politiques, la planification, la conception et les décisions d'investissement, lesquelles façonneront à long terme le paysage urbain physique, social et environnemental, a-t-il ajouté. « Tirons le meilleur parti de cette opportunité », a-t-il lancé.

Le Ministre ougandais des secours, de la prévention des catastrophes et des réfugiés, M. Hillary Onok, a mis l'accent sur la nécessité de décentraliser l'industrialisation dans les pays, afin de mieux répartir les opportunités sur les territoires. De même, convient-il, a estimé le Ministre, de réduire le coût de l'énergie, tout en favorisant les énergies propres.

Le Ministre de l'intérieur et de la sécurité publique du Sénégal, M. Abdoulaye Daouda Diallo, a souligné que son pays était en train de mieux gérer les risques urbains, après avoir pris des mesures préventives et des dispositions réglementaires et institutionnelles, comme la révision des codes de l'urbanisme, de l'environnement et de la construction. Un plan de contingence et un plan hors sec, ainsi que des structures d'alerte, ont été mis en place, a-t-il précisé.

La Ministre de l'administration interne du Portugal, Mme Anabela Rodrigues, a souligné que son pays allait procéder à une évaluation obligatoire des risques dans les programmes d'aménagement du territoire.

(à suivre)

Il est nécessaire de sensibiliser les entreprises, les gouvernements, les collectivités locales afin qu'ils prennent des mesures conjointes en matière de planification de l'espace, a souligné le Ministre polonais de l'environnement, M. Maciej Grabowski, qui a fait remarquer qu'un seul secteur ne pouvait tout seul fournir les meilleurs résultats.

La Ministre néerlandaise du commerce extérieur et de la coopération de développement, Mme Elisabeth Ploumen, s'est félicitée du fait que le rôle des villes en matière de réduction des risques de catastrophe soit de plus en plus reconnu et a appelé à des mesures innovantes.

Le Ministre et Chef de l'Agence de gestion des catastrophes nationales de l'Indonésie, M. Syamsul Maarif, a notamment indiqué que son gouvernement avait mis en place un programme massif de réhabilitation des écoles, afin de les rendre plus sûres, en précisant que la gestion de 360 000 établissements avait été décentralisée.

L'Ambassadeur du Pérou au Japon, M. Elard Escala, a insisté sur la nécessité de garantir l'accès des communautés à la santé et à un emploi de qualité pour faire en sorte que l'immigration urbaine ne se déplace pas vers les zones à forts risques.

Le Vice-Ministre et Président de la Commission parlementaire de la politique foncière, de l'environnement et du tourisme de la Zambie, soulignant que son pays serait à partir de 2030 l'un des plus urbanisés du continent africain, a mis l'accent sur l'importance de travailler sur les facteurs qui rendent les communautés locales plus vulnérables, comme la corruption, la pauvreté, les inégalités entre les hommes et les femmes.

Le Ministre des affaires étrangères du Népal, M. Mahendra Bahadur Pandey, dont le pays est celui qui s'urbanise le plus vite dans la région, a indiqué que le respect des normes de construction était une des priorités clefs du gouvernement. Un plan national à cette fin a été établi. Il est important, a-t-il souligné, de créer des partenariats forts entre le secteur public et le secteur privé.

Membre du Parlement européen, Mme Elisabetta Gardini a souligné l'importance des instances de protection civile, en collaboration avec les autorités locales, pour une culture de prévention et de résilience. De même, il est essentiel, a-t-elle estimé, de donner aux acteurs locaux les outils leur permettant de mettre en œuvre les politiques adéquates.

Le Président du Comité d'experts de la Commission nationale chinoise de réduction des catastrophes, M. Qin Dahe, a assuré que son pays contribuait à la réponse mondiale aux changements climatiques. Il est fondamental, a-t-il souligné, de renforcer les mécanismes de sécurité, le partage des informations et les processus de décisions.

Le Gouverneur de la préfecture de Hyogo, M. Toshizo Ido, a rappelé les ravages causés par le tremblement de terre qui avait frappé la ville de Kobe, il y a 20 ans. Dix ans ont été rendus nécessaires pour reconstruire, a-t-il dit, en estimant qu'il était fondamental d'autonomiser et de renforcer les capacités locales. Il a en outre mis l'accent sur la nécessité de construire des bâtiments plus solides, susceptibles de résister aux tremblements de terre.

Le Commissaire pour les questions environnementales et le contrôle sanitaire de la ville d'Aqaba, M. Muhanned Adnan Atef Hararah, a insisté sur la nécessité d'investir dans la sensibilisation et la communication, de renforcer l'autonomisation des collectivités, ainsi que le partenariat avec secteur privé.

Représentant la ville de Brasilia, Mme Christiana Galvao Ferreira de Freitas, a prôné la participation des communautés et une approche fondée sur les droits de l'homme.

Le Directeur exécutif d'ONU-Habitat, M. Joan Clos, a expliqué que s'il avait fallu 10 000 ans pour arriver à la situation d'aujourd'hui, 30 années supplémentaires suffiront à doubler la population urbaine actuelle. La coopération est, selon lui, fondamentale pour réduire les risques de catastrophe. Il en est de même pour la décentralisation des capacités réglementaires, qui doit être assortie des financements adéquats.

Le Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), M. William Lacy Swing, a expliqué pour sa part que la ville était devenue un aimant pour tous les migrants, et ce, dans un cadre généralisé de plus en plus antimigrants. Il faut, a-t-il suggéré, mettre en place des opportunités d'intégration pour les migrants et élargir leur accès aux services publics.

Représentant le Groupe de la Banque mondiale, M. Ede Ijjasz-Vasquez, a indiqué que chacun des projets financés par la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres étaient analysés sur la base de l'intégration des risques et de la coopération avec ces États. Il est important d'établir des liens entre les villes, en collaboration notamment avec ONU-Habitat, a-t-il aussi considéré.

Les ministres et représentants des pays suivants ont également pris la parole: Allemagne, Arménie, Brésil, Canada, Colombie, Égypte, Équateur, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guatemala, Italie, Madagascar, Niger, Norvège, Ouzbékistan, Panama, Roumanie, et Trinité-et-Tobago.

* * * *